

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 745 / Mars 2023

## TENDANCES CONJONCTURELLES

4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2022

### Atterrissage en douceur pour le climat des affaires, qui reste bien orienté

L'enquête de conjoncture de l'IEDOM du 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 dépeint une économie martiniquaise résistante, qui atterrit en douceur, après la période de rebond post-Covid. Plutôt que le signal d'une détérioration, le recul de 2,2 points sur le trimestre de l'ICA (indicateur du climat des affaires) confirme l'inflexion de la dynamique du début d'année, qui avait été singulièrement vigoureuse (point haut au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 dans un contexte de rattrapage). La conjoncture reste globalement bien orientée. La croissance soutenue des recettes de TVA, ou encore des paiements par carte bancaire, signale une consommation robuste, alors que le chiffre d'affaires des entreprises de l'échantillon progresse de 5 % en 2022 (valeur médiane). En parallèle, les perspectives à court terme sont rassurantes, au regard de la bonne orientation du marché du travail (baisse continue du nombre de demandeurs d'emploi), de l'emploi, ou encore des intentions d'investir.

Pour autant, ces chiffres n'occulent pas un environnement économique marqué par des craintes prégnantes. Le contexte inflationniste est toujours un sujet de préoccupation majeure (+5,0 % sur 13 mois à fin décembre en Martinique), et la remontée des taux d'intérêt directs se diffuse progressivement sur le coût des crédits. Les défaillances d'entreprises progressent de nouveau dans le sillage de la suppression des mesures de soutien, tout en restant moins nombreuses qu'avant la crise sanitaire. Les inquiétudes sur la trésorerie et les délais de paiement restent majoritaires et significatives, mais ne s'aggravent pas sur le trimestre.

La situation reste hétérogène selon les secteurs d'activité: elle se dégrade dans le BTP (chiffre d'affaires moyen en baisse de 4 % en 2022), contrairement au tourisme, qui achève sa phase de rattrapage (hausse moyenne du chiffre d'affaires de l'ordre de 30 % en 2022).

### Le climat des affaires fléchit, mais reste favorable

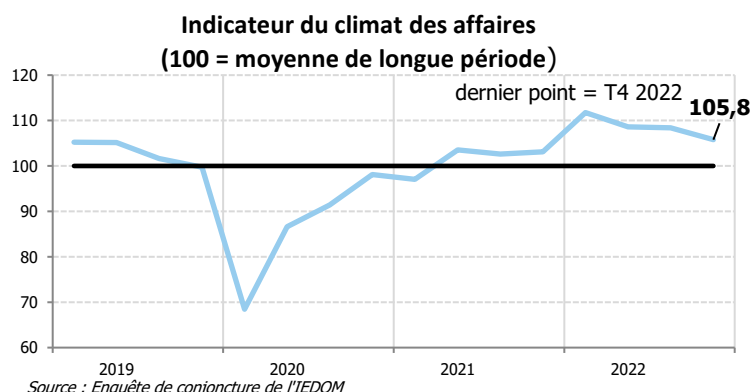
Bien qu'en léger recul au 4<sup>ème</sup> trimestre, l'indicateur du climat des affaires se maintient à un niveau élevé (105,8), et conclut l'année 2022 dans une zone de croissance supérieure à la moyenne de long terme. L'activité progresse toujours, mais à un rythme moins soutenu qu'en début d'année, période encore marquée par le rebond post-Covid.

Les craintes d'un essoufflement de la dynamique de croissance de l'activité, exprimées lors des enquêtes précédentes par les chefs d'entreprise, se sont pour partie matérialisées ce trimestre : la composante « activité » du 4<sup>ème</sup> trimestre explique ainsi l'essentiel de la baisse de l'indice. Pour autant, le niveau d'activité reste bien orienté et les perspectives du 1<sup>er</sup> trimestre 2023 favorables, puisque les chefs d'entreprise tablent sur un léger regain de vigueur.

Les prix de vente sont toujours en hausse, mais de manière plus modérée. Ainsi, la hausse des prix ne contribue plus à l'augmentation de l'indicateur du climat des affaires. Les chefs d'entreprise envisagent toujours globalement une remontée des prix, mais dans des proportions inférieures.

Les intentions d'investir sont un peu moins fortes que le trimestre précédent, mais demeurent cependant à un bon niveau, puisque plus de 1 entreprise interrogée sur 2 prévoit des investissements pour l'année à venir.

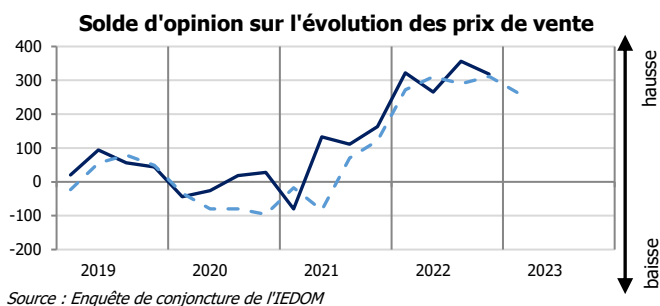
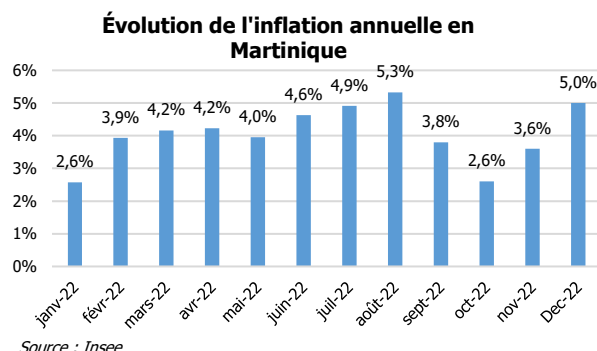
Enfin, le niveau de trésorerie et les délais de paiement restent dégradés et une source d'inquiétude. Les chefs d'entreprise n'envisagent pas d'évolution significative au prochain trimestre.



## Une accélération de l'inflation en fin d'année et un différentiel avec l'Hexagone qui se réduit

Entre septembre et décembre, l'indice des prix à la consommation (IPC) en Martinique augmente de 2,1 %, tiré notamment par la hausse de prix de l'énergie (+7 %).

À fin décembre 2022, en glissement annuel, l'IPC enregistre une hausse de 5,0 %<sup>1</sup> : les prix de l'alimentation augmentent sensiblement (+10,4 %), sous l'effet de la hausse conjuguée des produits frais (+9,8 %) et de l'alimentation hors produits frais (+10,5 %). Pour faire face aux conséquences de l'inflation, le bouclier tarifaire (BQP) a été étendu à une liste de produits supplémentaires (43 nouveaux produits) en novembre (BQP+). Les distributeurs se sont engagés à baisser leurs marges de 5,28 % sur cette liste de produits<sup>2</sup>. Les prix des services (+3,1 %) et des produits manufacturés (+4,0 %) sont également en progression sur 13 mois. Le différentiel d'inflation avec l'Hexagone se réduit sensiblement en décembre (1,1 point à fin décembre contre 2,6 points à fin novembre), suite notamment à la réduction de l'aide gouvernementale qui entraîne un renchérissement des prix de l'énergie de 5,3 % sur un mois (+8,7 % sur 13 mois). Hors prix de l'énergie, l'inflation est de 4,7 % en Martinique contre 5,3 % dans l'Hexagone.



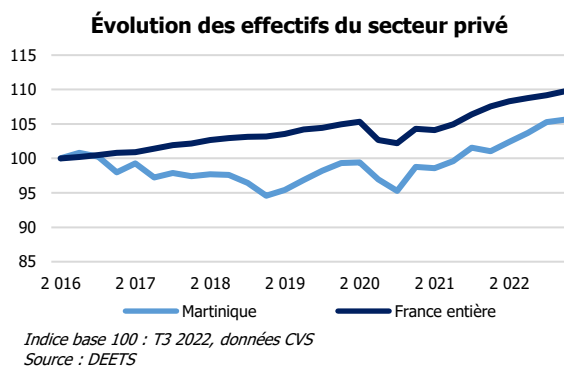
Dans ce contexte et afin de préserver leurs marges, les entreprises tentent d'augmenter leurs prix de vente. Pour 7 entreprises sur 10, la répercussion de la hausse du coût des intrants **est seulement partielle**. Ainsi sur l'année écoulée, les entreprises déclarent une hausse de leurs coûts de l'ordre de 15 % (valeur médiane), pour une augmentation de chiffre d'affaires de 5 % (valeur médiane).

## Nouvelle amélioration du marché du travail et de l'emploi

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi (toutes catégories confondues) se poursuit au dernier trimestre (-1,5 % par rapport au T3 2022). Le nombre de demandeurs d'emploi a ainsi reflué de près de 6 % en 2022 (9<sup>ème</sup> trimestre consécutif de baisse). Le recul annuel est particulièrement marqué pour les demandeurs de catégorie A (-11,3 %). Le nombre de demandeurs d'emploi est, en revanche, en hausse pour la catégorie B (personne ayant exercé une activité réduite ; +14,1 %).

Le dynamisme du marché de l'emploi est corroboré par un niveau d'effectifs salariés au plus haut (depuis 2011) à la fin du troisième trimestre (+2,8 % sur un an). Ainsi à fin septembre, 3 842 emplois ont été créés sur 1 an en Martinique, dans le secteur privé.

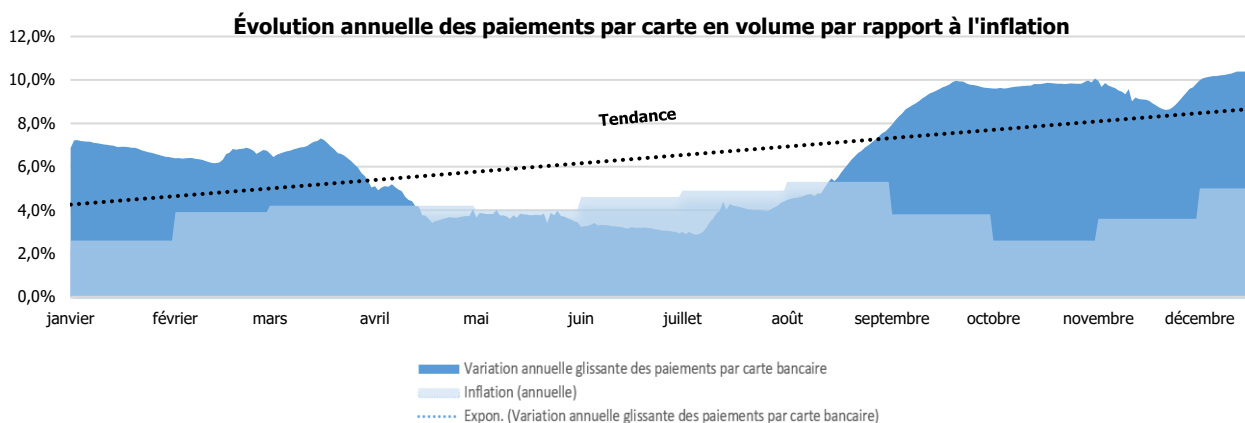
Les soldes d'opinion sont globalement bien orientés sur les effectifs, le principal frein à l'emploi étant les difficultés de recrutement ou le manque de visibilité.



## Les dépenses des ménages toujours soutenues

La bonne orientation des dépenses des ménages se confirme au 4<sup>ème</sup> trimestre. Les recettes de TVA sont en progression sensible sur l'année (+47,8 %, dont +1,9 % en variation trimestrielle, CVS) et les paiements par carte sont dynamiques: +9,7 % en volume et +11,3 % en valeur, par rapport au dernier trimestre 2021, qui avait été marqué par des mouvements sociaux en Martinique. Par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre, ils sont stables en volume et progressent de 2,5 % en valeur.

<sup>1</sup> Sur 13 mois : l'Insee n'a pas produit d'IPC entre août et octobre 2021.  
<sup>2</sup> Source OPMR



Source : Cartes bancaires CB, Insee

NB: Analyse réalisée par l'IEDOM sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire CB agrégées et anonymisées

Par ailleurs, les importations de produits courants et de biens d'équipement du foyer s'inscrivent également en hausse (+8,4 % et +9,9 % respectivement par rapport au trimestre passé, données CVS). Les ventes de véhicules neufs de tourisme reculent de 11,6 % sur un trimestre (donnée CVS), mais progressent de 4,3 % sur un an.

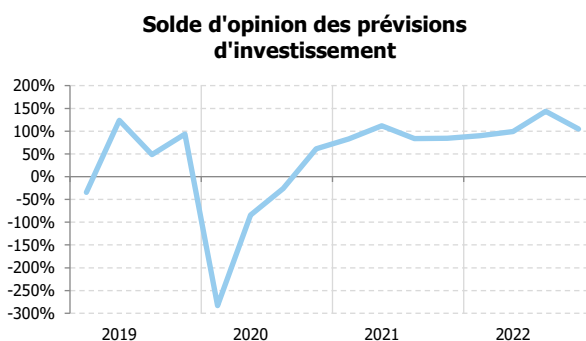
L'ensemble des indicateurs de vulnérabilité financière des ménages ne présentent pas de signe de détérioration: le nombre d'incidents de paiement sur chèques recule sur un trimestre (-2,3 %), tout comme le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-1,7 %) et les retraits de cartes bancaires (-3,3 %). Le nombre de dossiers de surendettement est en revanche en hausse sur le trimestre (+13,4 %), mais reste inférieur aux derniers trimestres 2021 et 2020.

## Les prévisions d'investissement demeurent à un bon niveau

Les importations de biens d'équipement professionnel sont en baisse de 12,1 % par rapport au trimestre précédent (donnée CVS), alors que les immatriculations de véhicules utilitaires neufs progressent de 3,8 % sur la même période.

Les soldes d'opinion des prévisions d'investissement à 1 an marquent le pas ce trimestre, mais se maintiennent à un bon niveau.

À noter que le budget primitif 2023 de la collectivité territoriale de Martinique (CTM), adopté en février, s'établit à 1,8 Mds d'euros, soit une hausse significative de 16,9 % par rapport à 2022 (représentant +254 M€). Différentes actions sont d'ores et déjà programmées et devraient alimenter la commande publique des prochains mois dans différents secteurs.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Le nombre de défaillances d'entreprises progresse en cumul annuel de 37 % (2022 par rapport à 2021), mais reste inférieur à son niveau de 2019 (-12 %).

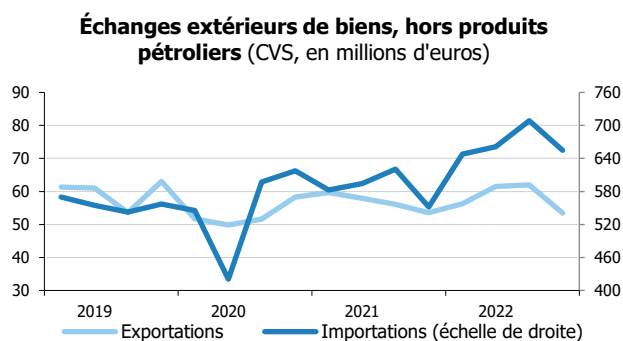
## Des échanges commerciaux en repli hors produits pétroliers

Hors produits pétroliers, les importations reculent sur le trimestre (-7,6 %, CVS), en raison de la baisse des importations de matériel de transport (-17,7 %, CVS), d'équipements mécaniques, matériels électrique, électronique et informatique (-7,6 %, CVS) et de produits industriels (-3,3 %, CVS).

Les exportations hors produits pétroliers sont également en baisse (-13,8 % CVS) en lien avec la contraction des exports de matériel de transport (-29,9 %, CVS) d'équipements mécaniques et de matériels électrique, électronique et informatique (-13,3%, CVS).

Concernant l'activité pétrolière, les importations se replient (-2,0 %, CVS) tandis que les exportations sont en hausse (+29,4 %, CVS).

Au regard de ces différentes évolutions, les importations diminuent sur trois mois (-8,9 %, CVS) et les exportations progressent (+20,9 %, CVS).



Source : Douanes

## L'activité résiste dans une majorité de secteurs

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022, l'activité progresse toujours, mais à un rythme inférieur à ceux des 3 premiers trimestres de l'année, dans la plupart des secteurs, le BTP en repli faisant figure d'exception. Le contexte inflationniste reste particulièrement marqué (plus de trois quarts des entreprises déclarent avoir subi une hausse de leurs intrants ce trimestre), ce qui a pour conséquence de peser sur la trésorerie. Les recrutements se poursuivent sur un rythme moins soutenu et les entrepreneurs ajustent une nouvelle fois les prix de vente à la hausse pour tenter de préserver leurs marges.

L'activité du secteur **agricole et des industries agroalimentaires** reste bien orientée. Les exportations de bananes sont en hausse ce trimestre (+1,7 %, CVS). Après des hausses importantes les trimestres précédents, elles semblent avoir atteint un point d'inflexion. Les prix de vente progressent moins fortement, tout comme les charges d'exploitation. La trésorerie des entreprises du secteur en sort fragilisée dans un contexte où les délais de paiement s'allongent.

L'activité des entreprises **industrielles** progresse encore, et aura connu un exercice 2022 particulièrement dynamique. Les chefs d'entreprise parviennent à restaurer la trésorerie, en dépit de la reconstitution des stocks et de la dégradation des charges d'exploitation.

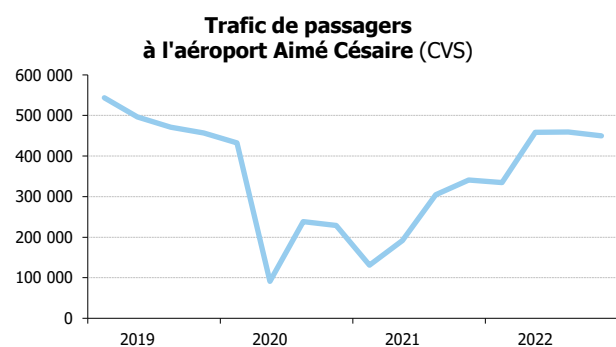
L'activité du **BTP** se dégrade au 4<sup>ème</sup> trimestre. Les ventes de ciment progressent (+2,9 %, CVS), après deux trimestres consécutifs de baisse (-1,1 % au T2 et -12,3 % au T1), et les importations de bois se replient (-22,1 %, CVS). Les charges d'exploitation sont en progression continue depuis le début de l'année et les entreprises du secteur peinent à répercuter ces hausses sur leurs clients. En conséquence, la trésorerie se tend malgré une amélioration sensible des délais de paiement.

Dans le **secteur du commerce**, l'activité reste dynamique, portée par une consommation des ménages robuste. Pour autant, les chefs d'entreprise restent attentifs à la fragilité de la trésorerie, affaiblie par le poids des charges d'exploitation. Dans ce contexte, ils se montrent attentistes quant à leurs projets d'investissement et de recrutement.

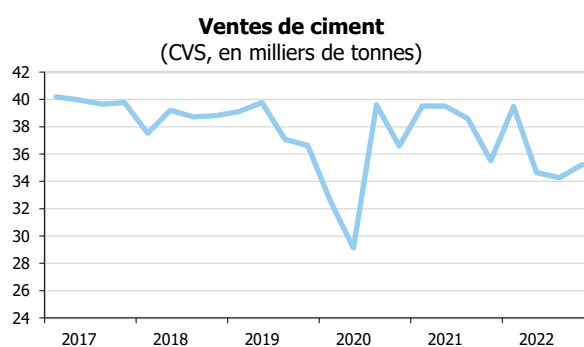
Dans le secteur des **services marchands**, l'activité est globalement stable ce trimestre. Les entrepreneurs parviennent à générer des liquidités, notamment grâce à une bonne maîtrise des charges d'exploitation. Les carnets de commandes terminent l'année à un bon niveau et les effectifs progressent.

Dans le secteur **touristique**, l'activité de la fin d'année est favorable et les projections pour le début d'année sont très dynamiques. Le nombre de nuitées s'inscrit en hausse (+10,0 %, CVS) et la croisière retrouve des couleurs avec 82 516 passagers, un niveau qui se rapproche de celui de 2019.

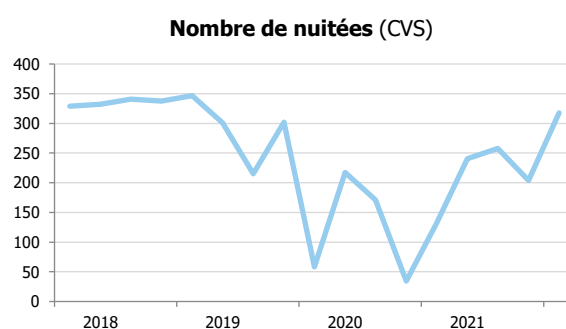
Le bilan annuel est positif et positionne 2022 comme l'année de la reprise du secteur, avec des nuitées en hausse sensible (+77 %, CVS) et un nombre de passagers qui progresse dans les mêmes proportions (+76 %, CVS), et qui se rapproche de son niveau de 2019 (respectivement -2 et -14 %).



Source : CCIM



Source : Ciments Antillais



Source : INSEE

# La conjoncture régionale et internationale

## LA CROISSANCE ECONOMIQUE STIMULÉE PAR LA REPRISSE DE L'ACTIVITE TOURISTIQUE

La croissance économique dans les Caraïbes est tirée par une reprise de l'activité des pays exportateurs de matières premières et par la reprise de l'activité touristique dans la zone.

À la **Jamaïque**, au quatrième trimestre, l'économie poursuit sa reprise. La croissance estimée ressort entre 3,0 % et 5,0 % en décembre 2022, soit un rythme plus faible que celui enregistré en septembre (+5,9 %). La croissance du PIB réel pour l'exercice 2022/23 devrait se modérer dans une fourchette de 4,0 à 5,5 %, contre 8,2 % pour l'exercice 2021/22<sup>1</sup>. L'inflation annuelle atteint 9,4 % à fin décembre 2022 (soit -0,9 % sur un mois). Cette diminution reflète principalement les décélérations des prix du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et les autres combustibles, des transports et de l'alimentation en lien avec la baisse des prix du pétrole et de la stabilité du taux de change.

Au quatrième trimestre 2022, **l'économie barbadienne** enregistre sa septième croissance trimestrielle consécutive. Le PIB réel augmente de 9,5 % (en glissement annuel), contre 5,9 % au trimestre précédent, principalement grâce à l'amélioration de l'activité touristique et ses retombées sur les secteurs annexes et sur l'emploi. Les pressions inflationnistes étrangères (impact du conflit russo-ukrainien sur les prix alimentaires, hausse des prix internationaux de l'énergie et perturbations continues des chaînes d'approvisionnement) se sont atténuées au second semestre. De plus, les mesures gouvernementales sur les prix de l'énergie et l'accord signé avec le secteur privé sur les marges des aliments de base ont permis de ralentir le rythme de la hausse des prix. À fin novembre, l'inflation atteint 8,5 % sur douze mois.

Au sein de **l'Union monétaire des Caraïbes orientales**, l'activité économique poursuit son rebond en 2022, stimulée par une activité touristique accrue. La Banque centrale des Caraïbes orientales estime la croissance économique à 6,4 % en 2022, par rapport à 3,5 % un an plus tôt. Elle prévoit une croissance continue du tourisme, en particulier pour les arrivées en croisière, suite au nouvel assouplissement des restrictions liées au COVID-19 dans les pays membres de l'union<sup>2</sup>. Cependant, le bloc régional continue de faire face aux effets de la forte inflation et aux défis liés à la connectivité aérienne et maritime. Pour soutenir la reprise économique, lors du Conseil monétaire de novembre 2022, la Banque centrale des Caraïbes orientales a maintenu son taux d'épargne minimum à 2,0 % et les taux d'actualisation des crédits à court et à long terme respectivement à 2,0 % et 3,5 %.

Au sein des pays en développement, les conditions socio-économiques et sécuritaires **d'Haïti** se sont rapidement détériorées au cours du second semestre 2022. Dans le même temps, l'économie des **Bahamas** est affectée par l'effondrement de FTX<sup>3</sup>, survenu en novembre 2022. FTX a déposé le bilan empêchant de nombreux utilisateurs d'accéder à leurs fonds.

<sup>1</sup> Selon les estimations de la Banque Centrale de la Jamaïque

<sup>2</sup> Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenada, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nièves, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines

<sup>3</sup> FTX, dont le siège social est basé aux Bahamas, est une bourse d'échange de crypto monnaies spécialisées dans les produits dérivés. Elle a fait faillite en novembre 2022.

Sources : *Quarterly monetary Policy report* : Banque Centrale de la Jamaïque, *Economic bulletin* : Banque centrale de Trinidad-et-Tobago, *Review of Barbados' Economic Performance* : Banque centrale de Barbade

## L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE A ETE RESILIENTE EN 2022 MALGRE L'INFLATION

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2023, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,4 % en 2022, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux prévisions d'octobre. Pour 2023, le FMI anticipe une progression de l'activité mondiale de 2,9 %. Si le durcissement des conditions de financement à l'échelle mondiale et le risque d'une intensification de la guerre en Ukraine pourraient tirer l'activité économique à la baisse, la récente réouverture de la Chine et le possible déclin de l'inflation permettent d'envisager une reprise plus rapide que prévue. En effet, après avoir atteint 8,8 % en 2022, l'inflation mondiale devrait s'établir à 6,6 % en 2023 et à 4,3 % en 2024 selon les prévisions du FMI.

Aux États-Unis, le PIB a augmenté de 0,7 % au quatrième trimestre 2022, en rythme trimestriel, après une hausse de 0,8 % au trimestre précédent. La consommation des ménages est restée le principal moteur de la croissance économique alors que la contribution du commerce extérieur est en net repli. Sur l'ensemble de l'année 2022, le PIB a crû de 2,1 % selon le Bureau d'analyse économique américain. Si le FMI anticipe une croissance plus modérée en 2023 (+1,4 %), celle-ci a été revue à la hausse de 0,4 point par rapport aux prévisions d'octobre.

Dans la zone euro, l'activité a enregistré une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre, après une augmentation de 0,3 % au troisième trimestre. Cette évolution cache des disparités entre les pays de la zone puisque l'Allemagne et l'Italie ont vu leur PIB se contracter sur la période (-0,2 et -0,1 %), à l'inverse de la France et de l'Espagne (+0,1 et +0,2 %). À fin décembre, l'inflation s'est établie à +9,2 %, contre +10,1 % un mois plus tôt. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a atteint 3,5 % selon le FMI. En 2023, elle pourrait s'établir à 0,7 %, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux précédentes prévisions.

En France, le PIB a crû de 0,1 % au quatrième trimestre selon l'Insee. La consommation des ménages s'est nettement contractée (-0,9 %) tandis que l'investissement a ralenti (+0,8 % après +2,3 % au trimestre précédent). Contrairement aux trois premiers trimestres de l'année, le commerce extérieur a contribué positivement à la croissance (+0,5 point). Cela s'explique par la baisse marquée des importations (-1,9 %) alors que les exportations ont reculé de manière plus modérée (-0,3 %). Sur l'ensemble de l'année, le PIB a augmenté de 2,6 %. La croissance devrait ralentir en 2023 pour s'établir à 0,3 % selon la Banque de France.

Au Japon, l'activité économique a rebondi au quatrième trimestre (+0,2 % après -0,3 %). Cette évolution s'explique par le retour des touristes étrangers après la levée totale des restrictions à l'entrée du pays en octobre, mais également par la résilience de la consommation des ménages, en hausse de 0,5 % sur le trimestre. Le PIB japonais a crû de 1,4 % sur l'ensemble de l'année 2022 et pourrait progresser de 1,8 % en 2023 selon le FMI.

Enfin, les pays émergents et en développement ont vu leur PIB augmenter de 3,9 % en 2022 avec d'importantes disparités entre les pays : si l'Inde a enregistré une croissance de 6,8 % sur l'année, la Chine a vu son activité progresser de 3 %, soit un rythme sensiblement identique à celui du Brésil et du Mexique (+3,1 %). La Russie a quant à elle vu son PIB reculer de 2,2 % sur l'ensemble de l'année. En 2023, le FMI table sur une croissance de 4,0 % pour ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 21 février 2023.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : **F. MAR-PICART** — Responsable de la rédaction : **A. BOILEAU**  
Rédaction : **A. BOILEAU** et **M. ROVELA-MARTHELY** — Éditeur et imprimeur : IEDOM